

colliger certains renseignements concernant les débouchés possibles pour la houille dans l'Est et dans l'Ouest, surtout parce que nos importations en provenance des États-Unis augmentent continuellement. Le ministre des Finances l'a reconnu, comme en fait foi la déclaration dont j'ai donné lecture, où il affirme que nos importations de pétrole, de houille et d'instruments aratoires ont augmenté de 120 millions de dollars.

Nous ne pouvons continuer d'agir ainsi, tout en soutenant que nous désirons exploiter nos ressources naturelles. Je suis convaincu que cette tendance persistera si le présent gouvernement reste au pouvoir ou s'il est remplacé par les représentants qui siègent à ma droite. Le remède à cela est l'étatisation des industries, comme on le voit bien aujourd'hui en Grande-Bretagne. Les Anglais réalisent des progrès. Ils poussent la production et encouragent les jeunes gens à entrer dans l'industrie parce qu'on s'y montre plus humain.

Il n'est plus question, du moins dans les houillères de Grande-Bretagne, de battre monnaie sur le labeur des ouvriers. J'aimerais que quelques-uns de mes collègues descendent dans nos mines, afin de se rendre compte du sort dont doivent se contenter les mineurs. Le député de Qu'Appelle (Mme Strum), ayant visité le Cap-Breton, durant l'intersession, je l'ai conduite dans une mine dont une des galeries s'avance jusqu'à six mille sous l'océan Atlantique. Vous auriez dû la voir quand elle est remontée à la surface. Ayant vu de ses yeux ce qui se passait, elle m'a dit: "Je rends grâce au ciel de ne pas avoir à exercer ce métier. Si cher que j'aie désormais à payer mon charbon, je saurai du moins que les bénéfices échoient à ceux qui exploitent ces hommes que je viens de voir à l'œuvre. Des gens qui travaillent sous terre, loin de la lumière du jour et qui peinent comme je les ai vus aujourd'hui, ne sauraient être trop rémunérés." Chaque député dirait la même chose s'il était obligé de travailler dans une mine pendant une couple de jours. Il serait plus qu'empressé de voir à améliorer les conditions de travail dans cette industrie.

Mais ce qui me préoccupe aujourd'hui, c'est d'avoir des marchés pour vendre notre charbon. Ce problème, nous devrons l'envisager tant que ces mêmes gens tiendront les rênes du pouvoir. N'est-il pas honteux de voir que rien ne se fait, après les combats de la dernière guerre et toutes les promesses de ciel sur terre et de nouvelle société? Le premier ministre a promis aux militaires qu'ils jouiraient à leur retour de la guerre, d'un ordre nouveau, d'une nouvelle vie. Mais les vieilles industries végètent comme jadis. Il est

honteux de constater qu'avec tous les services à sa disposition, le Gouvernement n'a rien fait. Le gouvernement provincial a concédé des baux de 99 ans aux exploitants, de sorte que personne d'autre ne peut y accéder. Le gouvernement fédéral, qui a accès aux constatations de la commission royale, a tous les renseignements qu'il lui faut pour adopter une ligne de conduite avisée en ce qui a trait au combustible.

Le ministre des Finances (M. Abbott) a déploré l'augmentation de nos importations et la fuite de notre argent vers l'étranger. Nous possédons, dans notre sol, des ressources en houille et en pétrole qui sont à la base de toute notre économie. Et pourtant, nous ne faisons absolument rien à cet égard. Il est donc temps d'agir. Quand on a demandé au ministre du Commerce (M. Howe) pourquoi ces mines étaient inactives, il a répondu que c'est parce que nous n'avons pas de marchés pour y écouler notre houille. A l'époque où il prononce ces paroles, nous importons des États-Unis du charbon d'une valeur d'environ 147 millions. On s'attendrait que le ministre des Finances se lève pour demander au cabinet ce qu'on lui a fait quand les exportations ont baissé.

Le Gouvernement ferait de l'argent parce qu'il pourrait percevoir plus d'impôts. On maintiendrait ainsi les gens au travail. La proposition devrait intéresser le ministre du Revenu national (M. McCann) et le ministre du Commerce (M. Howe). Les gens qui travaillent paient des impôts, tandis que les chômeurs sont à la charge de la caisse d'assurance-chômage. A moins de prendre ces mesures, je ne vois pas comment le Gouvernement peut compter sur les suffrages de ces gens aux prochaines élections.

M. Knowles: Il n'y compte pas.

M. Gillis: Dans ma région, les neuf dixièmes de la population travaillent pour gagner leur vie. Les gens ne demandent que la faculté de la gagner convenablement. Nous ne sommes, à l'heure présente, qu'un lieu de déversement de la houille des États-Unis. Il serait si facile de changer tout cela. L'ouverture d'une seule nouvelle mine en Nouvelle-Écosse absorberait tous les chômeurs et augmenterait la production. Le marché régulier absorberait le charbon ainsi produit.

C'est l'une des mesures auxquelles je tiens absolument à l'heure actuelle. Doit-on permettre aux exploitants de charbon de l'Est canadien, comme la *Dominion Steel and Coal Corporation Limited*, d'importer en leur propre nom du charbon des États-Unis, tandis qu'ils étouffent notre propre industrie? Il est possible de remédier rapidement à cet